

SANTÉ

Abdelmalek Boudiaf à Souk Ahras

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a effectué, hier, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Souk Ahras. Le ministre a eu à inspecter plusieurs structures hospitalières et projets en cours de réalisation.

Le représentant du gouvernement qui était accompagné du wali, des cadres du secteur et des députés de la wilaya, entamera son escale souk-ahressienne par la visite de l'hôpital Houari-Boumediène «120 lits» dans la daïra de Sedrata distante de 60 km du chef-lieu de la wilaya où il a visité le pavillon des urgences et le bloc opératoire. Boudiaf ne s'est pas montré tendre avec le staff médical et a déclaré : «Vous avez 24 médecins spécialistes à Sedrata, que chacun assume ses responsabilités.»

Par la même occasion, il a exhorté les médecins à ne plus évacuer les patients à Annaba et, de passage au bloc opératoire

de l'hôpital, il a annoncé qu'une unité d'oncologie de 4 lits sera créée d'ici quelques jours à Sedrata.

La deuxième étape de la visite d'inspection était l'Etablissement public de santé et de proximité de la localité de Médaourouch, le premier responsable du secteur de la santé a exprimé sa désapprobation dans la prise en charge des patients dans cette région et persiste et signe pour faire entendre de façon évidente que ces structures hospitalières doivent retrouver leur vocation initiale : adopter la santé de proximité et être proche du citoyen, ce qui va également permettre l'accès aux soins plus facilement et un meilleur suivi du patient. Le ministre a aussi instruit les gestionnaires de l'EPSP de Médaourouch à effectuer les soins à domicile d'autant plus que cette wilaya est située dans une zone frontalière où il y a un grand nombre de handicapés.

En marge de cette tournée, il a incité le responsable de cet établissement à la formation d'une trentaine d'aides-soignants dont la visée est une meilleure couverture



Photo : Samir Sid

médicale des localités avoisinantes.

Après l'inspection de ces deux établissements hospitaliers des localités de Sedrata et Médaourouch, la destination du cortège ministériel était le chef-lieu de la wilaya de Souk Ahras.

Abdelmalek Boudiaf se rendra ensuite à l'établissement public hospitalier Ibn-Rochd afin d'évaluer la mise à niveau du

service d'oncologie «12 lits», point névralgique pour la prise en charge des cancéreux, où il a rencontré les professionnels de la santé. Boudiaf a axé son intervention sur la nouvelle loi sur la santé qui sera débattue ces jours-ci dans des commissions. Il a procédé ensuite à la pose de la première pierre pour la réalisation d'une clinique privée médico-chirurgicale de néphropathie.

Le premier responsable du secteur s'est ensuite rendu à l'ex-hôpital régional et a inspecté les services de maternité et de gynécologie avant de s'enquérir du projet de l'extension de la deuxième tranche de réalisation de 3 nouveaux services hospitaliers chirurgie générale qui sont en voie d'achèvement. Dans ce contexte le représentant du gouvernement a insisté que l'outil informatique doit être impulsé avant la mise en service de ces pavillons.

Autre sujet abordé par le ministre, le complexe mère-enfant sera fonctionnel une fois le matériel médical acquis et bien entendu son encadrement. Pour la dernière étape de sa visite, M. Abdelmalek Boudiaf a inspecté le projet de réalisation d'un centre de transfusion sanguine.

Barour Yacine

CHAMBRE D'AGRICULTURE À EL TARF

Report de l'assemblée générale électorale

Le directeur des services agricoles (DSA), après avoir consulté sa tutelle et le wali, et engagé des pourparlers avec les différents protagonistes, a décidé du report de l'assemblée générale électorale des instances de la chambre d'agriculture de wilaya.

Cette décision fait suite aux multiples protestations émanant du président sortant de ladite chambre qui a accusé ouvertement le secrétaire général de la même chambre de partialité et de parti-pris dans la gestion du déroulement du vote qui devait se dérouler au niveau de l'amphithéâtre de l'institut de formation professionnelle en hôtellerie sis au centre-ville d'El Tarf et

ce, dans la matinée de jeudi dernier.

En effet, avant le report des élections, plusieurs rixes et autres querelles verbales d'une rare violence ont opposé le président sortant, M. Abadlia Saci et ses supporters, avec un autre clan mené par l'homme d'affaires Bouhara Hamda. L'ensemble des accusations exprimées par les deux parties

opposées a trait à l'utilisation de l'argent dans l'achat des voix des 80 membres qui constituent l'assemblée.

Il faut savoir que ladite assemblée compte 80 membres dont 70 personnes sont les représentants de 14 associations des filières agricoles (5 électeurs par association) et 10 opérateurs économiques versés dans l'agroalimentaire. Le président sera choisi par le ministre de l'Agriculture parmi les 6 membres élus du bureau. «Une élection biaisée et une démocratie amputée», ont martelé certains agriculteurs.

Cette guerre de positions est motivée par la perspective des élections législatives et par ricochet la suite des élections locales où chaque clan essaye vaille que vaille de se positionner et de grignoter une partie importante des sympathisants et autres militants du FLN, a-t-on indiqué.

Le dénouement de cette élection déterminera à coup sûr et d'une manière éclatante le clan qui aura les rênes du pouvoir au sein de la future APW et des communes à travers la wilaya.

Daoud Allam

AÏN-TÉMOUCHENT

Des appareils modernes pour le prélèvement de la consommation de l'eau

L'Algérienne des eaux de la wilaya de Aïn-Témouchent a bénéficié récemment de quatre appareils pour relever automatiquement la consommation d'eau potable chez les usagers.

Ces appareils sont dispatchés à raison d'un appareil au chef-lieu de wilaya, et un pour chacune des localités de Sidi Safi, Chaâbet El-Leham et Aïn-Tolba, alors que les communes restantes bénéficieront de

ces nouveaux appareils ultérieurement, a-t-on appris. Ces appareils permettront de mesurer la consommation de l'eau potable sur les factures avec précision et feront gagner beaucoup de temps à l'entreprise. Pour une bonne maîtrise de ces appareils, une session de formation a été organisée par l'entreprise au profit de ses agents, notamment ceux en charge de cette opération, formation ayant été encadrée par des cadres venus de la wilaya de Constantine,

c'est ce qu'a annoncé M^{me} Berrehil Fadéla, chef service de la facturation et chargée de l'information à l'entreprise, qui dira que ces appareils ont la forme de téléphones portables munis d'imprimantes, c'est ce qui permettra aux agents d'abandonner l'ancienne méthode qui consistait à relever la consommation manuellement, alors qu'actuellement, ils relèvent la consommation directement de l'agence commerciale.

S. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Elle mettait sous psychotrope une déficiente mentale pour la soumettre à des clients

La Sûreté de wilaya de Sidi-Bel-Abbès a mis hors d'état de nuire 3 femmes accusées de vol et d'agression et l'une d'elles d'avoir mis sous psychotrope une jeune fille déficiente mentale pour la soumettre à des clients.

Ce sont plusieurs plaintes qui ont été enregistrées par la police faisant état de malfaïtrises qui frappaient aux portes de leurs futures victimes pour, soit

demander un peu d'eau car assoiffées soit pour proposer leurs services de charlatanes. La police qui a ouvert une enquête est parvenue à les

identifier. Dans le domicile de l'une d'elles, les policiers ont retrouvé des objets, butin de leur vol et chez une autre, ils ont retrouvé une jeune fille déficiente mentale.

La maîtresse de maison l'aurait mise régulièrement sous l'emprise des psychotropes pour

la soumettre à des clients moyennant une certaine somme d'argent.

Les 3 mises en cause qui ont été arrêtées seront incessamment déferées devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès.

A. M.

TLEMCCEN
Stationnement
interdit, c'est quoi ?

Quand les pouvoirs publics posent une plaque de stationnement interdit, ou autre, c'est pour faciliter et réguler la circulation. On sait que pour décider d'une interdiction, c'est toute une commission qui doit se prononcer, et à partir de ce moment-là, le nonrespect d'une quelconque plaque devient une infraction punie par la loi.

Du côté de R'hiba, cela fait des années que l'on revient sur le sujet et point de réaction. Tout juste en face du mausolée de Sid el Mazouni, à quelques mètres de notre bureau régional, une plaque de stationnement interdit existe depuis plus de 5 ans, mais faut-il encore qu'elle soit respectée. A longueur de journée, des voitures sont garées sur la petite voie à double sens, qui donne accès à la cité, paralysant complètement la circulation.

Quand deux automobilistes se croisent, c'est la débâcle et cela se répercute au niveau du boulevard principal. Devant tant d'impunité, certains ne se posent pas de questions, ils stationnent sur une partie du trottoir au su et au vu de tout le monde. Mais, jusqu'à quand R'hiba va-t-elle rester une zone de non-droit (ou plutôt un territoire occupé) ?

Il faut souligner que le parking de la cité est géré par deux gardiens qui assurent aussi la sécurité des lieux et c'est un exemple à suivre.

M. Zenasni

Les «parkingueurs»
séviennent toujours

Il y a quelques jours, les riverains de l'ex-rue de France ont été étonnés de la disparition des plaques posées la veille, interdisant le stationnement pair-impair.

On ne se gêne plus, ceci relève de la destruction de biens publics, mais enfin comment est-on arrivé à ce stade au moment même où des opérations sont menées à Alger et d'autres wilayas pour lutter contre les parkings sauvages.

Néanmoins, la plaque a été de nouveau posée sur le trottoir et au même endroit, il faut tout juste espérer qu'elle ne disparaîtra pas une fois de plus.

Lutter contre l'informel n'est pas chose aisée, certes, mais il faut bien rétablir l'ordre public. L'autorité de l'Etat (hibet e-dawla) commence aussi par le respect d'une simple plaque signalétique.

M. Z.